

DG II DÉMOCRATIE NEWSLETTER



Numéro 6 - 15 juin 2020 - Distribué au **personnel de la DGII**

1

COVID-19 - SITUATION ACTUELLE AU SEIN DE LA DGII

Les directions de la DGII ont organisé 457 réunions virtuelles (internes et externes) entre le 30 mai et le 15 juin.

Visitez notre page web spécifique : [DGII Démocratie - Réponse au Covid 19](#) pour plus d'informations sur les activités liées au Covid 19



UN MOT DE LA DIRECTRICE GENERALE

Cher(e)s collègues,

Ces deux dernières semaines, nous sommes passés vers un mode de fonctionnement hybride, avec des réunions en face à face qui reprennent leur place dans notre vie quotidienne, et des réunions par vidéoconférence qui nous ont permis d'assurer la continuité des activités et de rester pleinement opérationnels depuis le début de la crise et le confinement.

Adaptabilité et flexibilité sont les mots clés de cette période - tant pour la planification que pour la mise en œuvre de nos activités. Ce qui est également important, c'est la formation continue. Nous expérimentons tous les jours et nous apprenons tous les jours. Cela nous aide énormément à entrer dans une "nouvelle normalité", dans laquelle la "télé-coopération" joue et pourrait continuer à jouer un rôle important.

Nous sommes de moins en moins certains de ce à quoi ressemblera notre "nouvelle normalité". C'est vrai, mais cela peut aussi donner l'impression que la "nouvelle normalité" n'est qu'une chose qui va arriver et à laquelle nous devons nous adapter. Ce *n'est pas* tout à fait vrai. L'avenir ne doit *pas* "arriver comme ça". Nous devrions essayer de le façonner, sous la direction du SG et en étroite collaboration avec nos partenaires dans tous nos États membres.

J'ai participé à plusieurs réunions de comités au cours des dernières semaines, dont certaines m'ont été communiquées, et je suis très fière du fait que tous nos partenaires apprécient notre travail et sont tout aussi fiers des réalisations du Conseil de l'Europe. Mais ils ont aussi des attentes légitimes et nous ne pouvons pas les décevoir. C'est pourquoi, avec les directeurs, nous avons entamé une discussion approfondie sur les stratégies à suivre pour mettre en œuvre notre programme de travail dans les meilleures conditions et avec les meilleurs résultats possibles.

Je compte sur vous, sur votre expertise et votre dévouement, mais aussi sur votre capacité d'adaptation pour mener à bien nos objectifs et nos engagements jusqu'à la fin de cette année.

Snežana Samardžić-Marković



La "Task Force Vaccins" de la EDQM a publié sur le site Internet une première compilation de textes de pharmacopées pertinents pour les vaccins à usage humain, téléchargeable gratuitement, accompagnée d'une sélection de matériel de formation expliquant le rôle de la Ph. Eur. et comment appliquer/interpréter les exigences de la pharmacopée. L'intention est d'accélérer la compréhension de la Ph. Eur. pour les développeurs de vaccins COVID-19, dont beaucoup viennent du monde universitaire ou sont des petites et moyennes entreprises <https://www.edqm.eu/en/news/edqm-continues-support-covid-19-vaccine-developers-providing-selected-training-materials>). En parallèle, le groupe consultatif pour la libération des lots par les autorités de contrôle officielles (OCABR) du réseau OMCL

poursuit les discussions sur la meilleure façon de préparer les tests OCABR des futurs vaccins COVID-19, ce qui pourrait poser un problème en raison des nouvelles plateformes technologiques utilisées et du nombre de lots à tester si les programmes de vaccination sont largement déployés en Europe.

Les réunions hebdomadaires avec les autorités nationales de pharmacopée (ANP) de nos 39 États membres ainsi que les réunions mensuelles avec les pharmacopées mondiales (IMWP) se sont poursuivies, offrant des plateformes informelles pour l'échange d'expériences et d'informations dans le but d'identifier les possibilités d'**action concertée et de partage du travail dans la réponse pharmacopée à la pandémie**. La réunion annuelle des NPA, accueillie chaque année par un État membre différent et initialement prévue à Helsinki, a rassemblé pratiquement 34 représentants de 21 NPA et a constitué une occasion extrêmement utile de préparer la session du groupe de travail de la Ph. qui aura lieu la dernière semaine de juin et qui sera à nouveau la première session virtuelle de la Commission. En outre, nous venons d'avoir une autre **réunion mensuelle avec les associations industrielles européennes**. Cette possibilité d'échanges directs et de discussions sur les questions et les défis auxquels l'industrie est confrontée dans le contexte actuel a de nouveau été très appréciée par les participants et nous avons convenu de poursuivre les réunions régulières jusqu'à la fin de la crise, pour les faire suivre d'une discussion commune sur les "leçons apprises" afin de se préparer à de futures situations similaires. Nous avons également décidé de tenir des réunions plénières annuelles avec eux à l'avenir, en plus des échanges bilatéraux avec les associations professionnelles individuelles que nous organisons depuis plusieurs années.

Comme chaque année, nous préparons notre **formation de juillet sur la Pharmacopée européenne**, qui aura lieu les 7 et 8 juillet, là encore sous la forme d'une première version virtuelle. La formation a été divisée en 4 webinaires thématiques, couvrant des sujets tels que le rôle de la EDQM dans le réseau réglementaire européen, les exigences générales et spécifiques de la Pharmacopée européenne, l'établissement de normes de référence, notre procédure de certification de l'aptitude et les inspections connexes, nos bases de données ainsi que la manière de contribuer aux travaux de la Pharmacopée européenne et de commenter les projets de textes. Nous avons déjà dû clôturer les inscriptions en début de semaine car les 1000 places par webinar ont été réservées - à titre de comparaison, nous avons normalement environ 80 participants pour la formation sur site. Une fois de plus, nous avons constaté que nos événements en ligne suscitent un énorme intérêt dans le monde entier et nous en tiendrons certainement compte lors de l'élaboration de notre future politique en matière d'événements. Comme pour toutes nos formations, les présentations seront disponibles sur notre site web après l'événement <https://www.edqm.eu/en/news/sign-today-free-edqm-training-resources-online>).

Le 3 juin, nous avons tenu notre **deuxième réunion virtuelle du personnel**, à laquelle ont participé à nouveau plus de la moitié de nos plus de 400 membres du personnel, afin de préparer notre retour au bureau et d'expliquer en détail les mesures de précaution mises en place. Il est facile d'imaginer que les collègues avaient beaucoup de questions et que nous avons eu une séance de questions-réponses animée. Depuis le 8 juin, les collègues retournent progressivement au bureau, dans la mesure où les contraintes posées par les bureaux partagés, les espaces de bureau flexibles et les questions non résolues liées à la garde d'enfants le permettent actuellement.

La EDQM est fière de dire que nous sommes restés **pleinement opérationnels tout au long de l'enfermement** et que nous avons fait progresser toutes nos activités. Veuillez consulter notre site web pour plus d'informations sur nos activités <https://www.edqm.eu/en>).

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

Les trois premiers rapports du GRETA dans le cadre du troisième cycle d'évaluation de la Convention, qui se concentre sur l'accès à la justice et les recours effectifs pour les victimes de la traite, ont été publiés, concernant l'Autriche, la République slovaque et Chypre.

Le 12 juin, le Comité des Parties à la Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains a tenu sa 26e réunion, à Strasbourg. Le Comité a adopté des recommandations adressées aux autorités de **l'Autriche, de Chypre, de la République tchèque, de Monaco et de la République slovaque**.

ÉGALITÉ DE GENRE ET VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

En **Géorgie**, la troisième session de questions-réponses en direct sur Facebook concernant COVID-19 et la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, axée sur les aspects phycologiques de la violence à l'égard des femmes, a eu lieu le 29 mai.

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Le 10 juin 2020, à la demande du **gouvernement lituanien**, le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance a tenu une seconde discussion avec le Parlement lituanien sur certains aspects du projet de loi sur le développement régional.

Le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance soutient la mise en œuvre du Label européen d'excellence en matière de gouvernance (ELoGE) au **Portugal**, en coopération avec l'UDITE - la Fédération européenne des directeurs généraux de collectivités locales, et l'ATAM - l'Association portugaise des employés des administrations locales. Les municipalités portugaises ont jusqu'au 15 septembre pour poser leur candidature.

CONFERENCE DES OING

La Commission permanente de la Conférence a exprimé son engagement ferme en faveur de la construction d'une société diverse et ouverte, fondée sur une participation démocratique significative. Elle a également appelé le **Parlement hongrois** à aligner la reconnaissance légale du genre sur les normes des droits de l'homme internationalement reconnues et le groupe de travail sur les migrations a exprimé ses préoccupations concernant la situation des migrants et des ONG qui les aident.

Le Conseil d'experts sur le droit des ONG a publié son avis juridique sur les amendements à la loi sur l'association en Turquie et les lignes directrices sur la protection du travail des ONG en faveur des réfugiés et autres migrants. Le Conseil d'experts a également contribué à l'échange de vues sur la loi relative aux organisations non commerciales en République de Moldova.

ÉLECTIONS et SOCIÉTÉ CIVILE

Dix jours seulement après l'événement de lancement, suivi en ligne par plus de 1 100 personnes, 329 participants, représentant les citoyens et les fonctionnaires locaux de Drohobych (**Ukraine**), se sont inscrits à l'Académie en ligne de la participation civile qui a été conçue dans le cadre de la réponse COVID-19 du CdE au projet "Promouvoir la participation civile dans le processus décisionnel démocratique en Ukraine". Le cours en ligne a été intégré sur le site web du conseil municipal de Drohobych et va maintenant être étendu à d'autres villes d'Ukraine.

BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE (BCE) : Le 26 mai 2020, le gouvernement d'Andorre a déposé auprès du Secrétaire général du Conseil de l'Europe une déclaration d'adhésion à la Banque. Andorre est ainsi devenue le 42ème membre de la CEB.

<https://coebank.org/en/news-and-publications/news/ceb-welcomes-andorra-42nd-member-state/>

ECRI, MINORITÉS NATIONALES ET LANGUES MINORITAIRES

Le 2 juin, la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) a publié ses rapports de sixième cycle sur **l'Albanie et l'Autriche**. L'ECRI a également publié ses conclusions sur la mise en œuvre de ses recommandations intérimaires de suivi adressées **au Danemark, au Monténégro, à la Serbie et à l'Ukraine** dans le cadre de son cinquième cycle de monitoring (voir le communiqué de presse sur les [conclusions](#)).

Un projet d'avis du Comité consultatif sur la mise en œuvre par **Malte** de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales a été envoyé aux autorités pour observations (dialogue confidentiel) et les avis définitifs sur **la Bulgarie, la Hongrie et l'Espagne** ont été envoyés aux autorités concernées pour commentaires finaux. Le président par intérim du Comité consultatif a participé à la réunion du GR-H le 9 juin.

Les dates des visites de contrôle sur place du Comité d'experts de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires à **Chypre et en Pologne** à l'automne 2020 sont maintenant confirmées.

LES ROMS ET LES VOYAGEURS ET L'INCLUSION

Les 2 et 9 juin 2020, l'équipe du projet de l'UE/CoE JP JUSTROM **en Italie** a organisé un cours de formation en ligne sur "l'apatriodie" en coopération avec des ONG italiennes et le HCR, afin de sensibiliser au fait que les Roms sans papiers d'identité ou d'enregistrement ont été très gravement touchés par la crise COVID-19, car ils se sont souvent vu refuser l'accès aux soins médicaux ou sociaux.

Le 10 juin 2020, l'équipe du projet de l'UE/CoE JP JUSTROM **en Roumanie** a organisé un webinaire sur "la lutte contre les discriminations et le journalisme responsable" en coopération avec l'Université écologique de Bucarest, afin de mettre en lumière le rôle des médias dans la lutte contre les stéréotypes et les préjugés, et d'améliorer l'image des Roms dans les médias.

Le programme **VILLES INTERCULTURELLES** a élargi son champ de connaissances et ses ressources en se concentrant, au cours des deux derniers mois, sur l'embourgeoisement et ses conséquences sur l'interaction positive entre divers groupes. Une [page thématique](#) dédiée a été publiée sur le site de la CPI le 4 juin 2020 et un webinaire sur le même sujet a eu lieu le 11 juin.

L'**unité "ORIENTATION SEXUELLE ET IDENTITÉ DE GENRE" (SOGI)** a organisé trois jours de consultations nationales roumaines en ligne dans le cadre du projet ENDSOGIDISC. Le projet est financé en partie par la Commission européenne et est mené en partenariat avec Asociatia Accept en tant que partenaire national roumain. Les sujets abordés comprennent les crimes de haine, les familles LGBTI et la reconnaissance légale du genre, ainsi que l'exécution des jugements liés à l'OSIG en Roumanie.

L'unité SOGI a également accueilli la 2e session de la [24e table ronde du réseau européen des points focaux gouvernementaux LGBTI](#) le 4 juin. La session a servi de plateforme pour discuter de la prochaine stratégie de l'UE en matière d'égalité LGBTI et des principales conclusions de la dernière enquête de l'[Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne \(FRA\)](#) intitulée "[A long way to go for LGBTI equality](#)", en mettant l'accent sur les effets à court et long terme que COVID-19 aura sur les personnes LGBTI en Europe. Plusieurs points focaux nationaux des États membres et des acteurs clés de l'Union européenne ont participé à l'événement en ligne, y compris des représentants du cabinet du commissaire européen à l'égalité et de la FRA. La réunion a été ouverte par Jeroen Schokkenbroek, directeur de la lutte contre la discrimination à la direction générale de la démocratie.

LES DROITS DE L'ENFANT

Le rapport de la première réunion du **Bureau du Comité directeur pour les droits de l'enfant (CDENF)** qui a eu lieu les 25 et 26 mai 2020 est maintenant public. Le groupe de travail du CDENF sur les réponses à la violence contre les enfants (CDENF-GT-VAE) tiendra sa [première réunion \(virtuelle\) \(23 et 24 juin 2020\)](#) et discutera notamment de la manière de renforcer les mécanismes de signalement de la violence contre les enfants en Europe et d'examiner la nature, les causes, les conséquences et les réponses à la violence sexuelle et aux comportements sexuels préjudiciables dont les enfants font preuve. Le CDENF tiendra également le 26 juin 2020 son premier échange de vues thématique sur "[les réponses à la pandémie COVID-19 : enseignements tirés de la gestion et de l'adaptation pour garantir que les enfants soient traités comme des détenteurs de droits pendant la pandémie et au-delà](#)".

Le projet de loi sur Barnahus a été lancé pour consultation publique dans le cadre du projet conjoint de la DG Réforme et du Conseil de l'Europe sur le soutien à la mise en œuvre de Barnahus en Slovénie, phase II. Le projet continuera à soutenir l'adoption de cette loi unique en son genre en facilitant son processus de consultation publique en Slovénie par le biais d'événements, d'une campagne de médias sociaux et de la réalisation de consultations auprès des enfants.

Deux cours HELP phares ont été lancés en juin par le projet de lutte contre la violence envers les enfants en République de Moldova : le cours sur la justice adaptée aux enfants pour les avocats, en collaboration avec le Barreau moldave, et le cours sur le droit de la famille et les droits de l'homme pour les juges et les procureurs, en collaboration avec l'Institut national de la justice.

Le plan de travail du projet régional "End child sexual exploitation and abuse@Europe" a été mis à jour en réponse aux priorités du contexte du covid-19.

ACCORD PARTIEL ÉLARGI SUR LE SPORT (EPAS)

Une vidéoconférence de lancement du nouveau projet conjoint UE-CoE "Sauvegarde des enfants dans le sport" (CSiS) a eu lieu mercredi 10 juin. Une trentaine de participants ont assisté à l'événement : des représentants de tous les pays partenaires du projet : Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Israël, Norvège et Portugal ; et des experts sur la sécurité dans le sport et les "propriétaires de bonnes pratiques". Le projet CSiS vise principalement à guider et à accompagner les pays partenaires dans la mise en place de postes d'agents de protection de l'enfance dans le sport.

En parallèle, 20 pays ont exprimé leur intérêt pour l'initiative "Start to Talk", qui lutte contre la violence sexuelle contre les enfants dans le sport. Il est prévu de renforcer le soutien apporté aux États membres de l'APES dans la mise en œuvre pratique des normes du Conseil de l'Europe dans le sport, comme l'attend le Bureau du Conseil de direction de l'APES et avec le soutien de ses États membres, comme le montrent Chypre et Monaco qui ont déjà versé des contributions volontaires pour soutenir l'initiative "Start to Talk".

CONVENTIONS SPORTIVES / Agence mondiale antidopage (AMA)

À la suite de la réunion virtuelle du Comité exécutif de l'AMA, un certain nombre de recommandations ont été présentées pour adoption par le Conseil de fondation de l'AMA. La position européenne sur ces recommandations a été convenue dans le cadre du comité intergouvernemental - CAHAMA (Comité européen ad hoc pour l'Agence mondiale antidopage). Cette semaine, Mme Battaini-Dragoni, en tant que l'un des cinq représentants européens au Conseil de fondation de l'AMA, a exprimé sa position par vote circulaire sur des questions importantes telles que le Plan stratégique 2020-2024, les changements dans le processus de nomination aux structures de gouvernance de l'AMA et les comptes de fin d'année 2019.

Quel football demain ?

2020 est et restera une année sans précédent pour le sport et le football en particulier. L'UEFA EURO 2020, une compétition pour laquelle le Conseil de l'Europe avait mis en place un groupe de travail ad hoc qui se réunissait deux fois par an, a été reportée à 2021 et tous les championnats nationaux ont été interrompus à la mi-saison. Chaque État doit inventer des protocoles pour reprendre dans les meilleures conditions sanitaires possibles.

Le Bureau du Comité permanent de la Convention sur la violence des spectateurs s'est réuni par vidéoconférence au début du mois de juin et a validé une enquête internationale qui a été lancée auprès de tous les États parties et observateurs des deux conventions du Conseil de l'Europe sur le sport traitant de la sûreté et de la sécurité lors de grandes manifestations sportives. L'impact de cette pandémie est considérable, les défis à relever sont nombreux et l'échange de bonnes pratiques au niveau européen, notamment dans le domaine du sport, est plus important que jamais. C'est désormais notre rôle et notre priorité.

ÉDUCATION

Le CDPPE (Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives) a tenu sa deuxième session plénière en ligne depuis le verrouillage de l'accès, les 11 et 12 juin. Les discussions ont porté sur une réponse COVID Education, qui sera préparée par un groupe de travail pour la session plénière ordinaire du CDPPE (30 septembre - 2 octobre).

Le bureau du conseil d'administration du Centre européen pour les langues vivantes s'est réuni en ligne le- 89 juin pour examiner les défis que représente la mise en place d'une éducation linguistique de qualité pendant et après la COVID19-.

Un programme de formation pour les évaluateurs de diplômes sur le Passeport européen de qualifications pour les réfugiés a été soumis et sera proposé, en principe, à partir de septembre 2020.

La réunion en ligne du Comité directeur "Éducation pour la démocratie" en Moldavie, a été suivie par le ministre de l'éducation, de la culture et de la recherche, d'autres hauts fonctionnaires et la Direction du développement et de la coopération suisse.

Le rapport de lancement du projet "Renforcement de l'éducation à la citoyenneté démocratique en Albanie" a été bien accueilli par le donateur, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.

JEUNESSE

Le partenaire de mise en œuvre de l'Accord partiel sur la mobilité des jeunes (EYCA) a rejoint le projet Routes4U et a lancé une nouvelle édition spéciale de la Carte Jeunes Européenne sur les itinéraires culturels du Conseil de l'Europe. Cette carte offre aux jeunes des centaines de réductions pour des activités sur les itinéraires culturels du Conseil de l'Europe dans sept pays : **Bulgarie, Croatie, République tchèque, Monténégro, Roumanie, Serbie et Slovénie**.

Les centres de jeunesse titulaires ou candidats au label de qualité du Conseil de l'Europe pour les centres de jeunesse se sont réunis en ligne les 10 et 11 juin 2020 pour échanger leurs bonnes pratiques en matière de travail de jeunesse pendant la pandémie. De nombreuses mesures prises ont été publiées dans la section "Réponse au Covid-19" du Portail Jeunesse, qui est constamment mise à jour et élargie et présente les mesures pertinentes prises par le secteur de la jeunesse, ses partenaires et ses bénéficiaires.

Les bureaux des organes statutaires cogérés du secteur de la jeunesse se sont réunis en ligne les 4 et 5 juin. En plus de préparer la prochaine réunion du Conseil conjoint sur la jeunesse (CMJ), ils ont échangé leurs points de vue avec le directeur général de la démocratie sur une éventuelle future campagne pour la jeunesse, et avec le directeur de la participation démocratique, ils ont passé en revue la situation actuelle. Les Bureaux ont discuté des conclusions du groupe de travail du CMJ sur les réponses à Covid-19 avec le chef du département de la jeunesse. Ces conclusions seront complétées par les résultats d'une enquête lancée par le groupe de travail sur les effets de Covid19 sur le- travail et les activités de jeunesse.

CULTURE, NATURE ET PATRIMOINE

Convention européenne du paysage

L'Alliance pour le Prix du paysage du Conseil de l'Europe a été présentée sur le site de la Convention européenne du paysage. L'Alliance du Prix du paysage rassemble les réalisations exemplaires présentées par les Etats parties à la Convention européenne du paysage. Elles montrent qu'il est possible de promouvoir la dimension territoriale des droits de l'homme et de la démocratie en améliorant les caractéristiques paysagères de l'environnement des populations.

Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Convention de Berne)

La Convention de Berne a engagé des discussions sur sa contribution au Forum mondial pour la démocratie 2020 (qui présente un intérêt majeur puisque le thème de cette année est "La démocratie peut-elle sauver l'environnement ?") et a poursuivi la consultation avec la DG ENV sur le plan d'action paneuropéen pour la conservation de l'esturgeon. Un suivi a été donné à l'avis du groupe de spécialistes sur le Diplôme européen pour les zones protégées de ne pas renouveler le

Accord EUR-OPA Risques majeurs (Catastrophes naturelles et technologiques)

EUR-OPA a poursuivi la préparation de nouveaux projets de subventions de ses centres de recherche spécialisés qui sont liés à la réduction des risques de catastrophes et à la réponse COVID-19. Le renforcement de la résilience face aux catastrophes naturelles, telles que la sécheresse et la désertification, est essentiel pour atténuer les risques de catastrophe.

Les itinéraires culturels de l'APE

L'Accord Partiel Elargi sur les Itinéraires Culturels a tenu une réunion exceptionnelle du Bureau en ligne ouverte par le Directeur Général de la Démocratie, pour discuter de la situation actuelle et des événements à venir (2 juin). Un webinaire de dialogue sur les itinéraires culturels pour la France et Monaco a également eu lieu (4 juin), ainsi qu'une semaine de formation pour les réseaux intéressés par la certification "Itinéraire culturel du Conseil de l'Europe" dans le cadre du cycle de certification 2020-2021 (9-12 juin).

EURIMAGES

Les préparatifs se sont poursuivis en vue de la participation virtuelle du Fonds à des événements tels que le Marché en ligne de Cannes, qui doit remplacer l'événement physique cette année dès la semaine prochaine. Le secrétariat d'Eurimages participera activement aux événements en ligne organisés par le Marché en ligne de Cannes ou d'autres entités dans le cadre du marché en ligne. Cette année, 6 films soutenus par Eurimages figurent dans la sélection CANNES 2020, annoncée le 3 juin dernier : "Druk" de Thomas Vinterberg, "In The Dusk" de Sharunas Bartas, "Des hommes" de Lucas Belvaux, "Passion simple" de Danielle Arbid, "February" de Kamen Kalev et "Si le vent tombe" de Nora Martirosyan.

CENTRE NORD-SUD

Depuis le 1er juin, l'équipe du NSC est de retour au bureau sur la base d'une rotation de 50%.

Le 3 juin, le directeur exécutif a lancé l'appel à candidatures pour les postes de président du comité exécutif et de membres du bureau pour le mandat 2020-2021. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 15 juin prochain.

Le CNS a accueilli sa première activité pilote à Hopin : une réunion des acteurs internationaux actifs dans le domaine de la jeunesse. La réunion a rassemblé 40 participants du Conseil de l'Europe et d'autres organisations telles que l'Union africaine, la Commission européenne, l'Alliance des civilisations des Nations unies, la Fondation Anna Lindh, la Ligue des États arabes, l'Union pour la Méditerranée, le Forum européen de la jeunesse, l'Union panafricaine de la jeunesse, les

Peacebuilders de l'ONUY, etc. L'objectif était d'échanger des idées, des perspectives et des informations sur l'impact de la crise COVID-19 dans leur travail afin de jeter les bases d'une coopération future et d'un message commun pour préserver la centralité des politiques de jeunesse et du rôle des jeunes pour construire une gouvernance mondiale forte à plusieurs niveaux.

La campagne #SolidAction passe à sa prochaine phase qui vise une plus grande implication des décideurs et sera présentée aux députés lors de la réunion du GR-EXT le 16 juin prochain.



Plate-forme pour la promotion de la protection du journalisme et de la sécurité des journalistes

Au cours des deux dernières semaines, la plate-forme a enregistré 10 nouvelles alertes, 4 réponses des États, 2 mises à jour et 2 suivis. En outre, les partenaires de la Plateforme ont décidé de clore 2 dossiers sur la base des évolutions positives observées.



18/06/2020

Le 18 juin, le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) tiendra une réunion thématique par vidéoconférence sur le thème "Une gouvernance démocratique en réponse à Covid-19", sous les auspices de la présidence grecque du Comité des Ministres. Les informations recueillies au cours de cette réunion contribueront à une publication.

22/06/2020

Le groupe de travail ad hoc du GRETA sur la traite à des fins d'exploitation du travail tiendra une réunion en ligne dans la semaine du 22 juin.

22-23/06/2020

Compte tenu de l'annulation de la session de printemps de la Conférence des OING, une courte session en ligne qui consistera en quatre webinaires thématiques est prévue les 22 et 23 juin 2020. Tous les webinaires seront retransmis en direct en ligne. Le personnel du Conseil de l'Europe et celui des représentations permanentes des Etats membres sont invités à suivre ces débats.

25-26/06/2020

Le GREVIO tiendra sa 21e réunion en ligne les 25 et 26 juin. Il discutera entre autres des projets de rapports sur Andorre et Malte, ainsi que du rapport final sur la Belgique.

22-26/06/2020

Le Fonds EURIMAGES se prépare à tenir sa 159e réunion du conseil d'administration en ligne, avec interprétation via le logiciel KUDO et vote numérique. Les recommandations formulées au cours de la réunion seront soumises aux États membres du Fonds par procédure écrite numérique, conformément à l'avis juridique fourni par le DLAPIL.

29/06/2020

Les préparatifs de la 37e réunion plénière du GRETA, qui se tiendra en ligne dans la semaine du 29 juin, sont en cours. Le GRETA discutera et adoptera notamment six projets de rapports.

30/06/2020

Le Comité directeur pour la culture, le patrimoine et le paysage (CDCPP) tiendra une réunion en ligne le 30 juin pour discuter d'une éventuelle contribution au 70e anniversaire de la Convention européenne des droits de l'homme : un projet de Manifeste sur les arts, la culture, le patrimoine culturel et la liberté d'expression à l'ère numérique, et un concept pour une #Exposition numérique du Conseil de l'Europe. Elle préparera également le terrain pour la session plénière des 12 et 13 novembre qui comprendra deux sessions thématiques consacrées à l'AI et au développement durable en relation avec les politiques de la culture, du patrimoine et du paysage. L'ordre du jour de la réunion du CDCPP est disponible [ici](#)

DIVISION CENTRALE

9

Les collègues de la division centrale reviennent progressivement au bureau. Ils sont à votre disposition pour toutes les questions relatives à l'informatique ou au web, aux ressources humaines ou aux finances. Nous vous invitons à respecter la distance physique et les gestes de barrière. Pour ce faire, nous vous invitons à laisser tous les dossiers dans les casiers plutôt que de les apporter dans les bureaux. Ils seront récupérés régulièrement. Pour toute question, veuillez envoyer un courriel ou téléphoner plutôt que de vous rendre dans les bureaux. Si nécessaire, une heure de réunion peut être fixée.



La DG Démocratie sur FACEBOOK



La DG Démocratie sur TWITTER

<https://www.coe.int/en/web/democracy>